

AIN ET LA RÉGION

115 : OSER toujours au bout du fil

La préfecture a retiré à l'association la gestion du 115. Mais le transfert de la ligne ne s'est pas fait. Personne n'est prêt pour la remplacer

Ubu n'est pas loin. Depuis le 1^{er} novembre, l'association OSER n'a plus la charge de la gestion de l'accueil d'urgence au 115. La lettre que lui a adressée la préfecture était claire. Pourtant, à ce jour c'est de fait toujours l'association qui gère les appels d'urgence. Jusqu'à quand ? Personne ne le sait, ni OSER, ni la préfecture qui expliquait hier que rien n'était définitivement fixé, qu'aucune décision n'était arrêtée ». Le transfert d'appel n'a toujours pas été fait et au 115, OSER est toujours au bout du fil et explique : « On continue de faire le travail et on s'arrangera ensuite avec la

DDASS ». Dans cette situation croquignolesque, reste deux inconnues : la date de la coupure de la ligne téléphonique vers OSER, et vers qui cette bascule se fera. Visiblement on ne se bouscule pas au portillon pour prendre la place. Alpha 3A a été largement invitée à jouer les remplaçants mais refuse la proposition, le centre d'accueil des étrangers de la rue de la Paix à Bourg estime ne pas être prêt, la Croix Rouge a décliné fermement la proposition et la DDASS, un moment pressentie ne jouera pas les intérimaires. A

tel point qu'on évoque la possibilité de voir la gestion du 115 confiée... au centre hospitalier d'Hauteville. Bref, OSER joue donc les prolongations ce qui n'entraîne aucune remarque de la préfecture qui l'avait pourtant écartée et qui va désormais tout faire pour trouver une solution avant la présentation du Plan Froid... dont la date n'est pas encore arrêtée. Pendant ce temps, à OSER, on rappelle qu'on a toujours été candidat pour continuer la mission.

Olivier Leroy

SOCIAL / DISPOSITIF D'URGENCE DU 115

Une « petite interruption » annoncée par la préfecture

Entre une convention qui s'achève avec l'association OSER et un successeur inconnu, le numéro d'appel d'urgence pour les sans abri risque d'être momentanément coupé

Le dispositif d'appel d'urgence du 115 risque d'être interrompu quelques jours. Thierry Bonnet, directeur de cabinet du préfet de l'Ain, parlait d'« une petite interruption », interrogé hier sur le dispositif pour les sans-abri. « On est en train de finaliser une solution pour gérer le 115 quand les conditions climatiques vont se dégrader.

On sera prêt dans quelques jours ».

La gestion des appels 24h/24 n'est plus assurée par l'association OSER depuis le 1^{er} novembre - c'était la décision du préfet.

Dans les faits hier, les appels aboutissaient toujours auprès de l'association burgienne, à défaut d'autre structure prête à prendre le relais.

« On a traité des appels et des situations tous les jours depuis le 1^{er} novembre, » répondait-on à OSER.

« Le débrayage du 115 a été demandé. Cela prend un certain temps.

Il faut passer par la fédération, la FNARS, qui transmet à France Telecom. Ce qui

explique le décalage entre la décision du préfet et sa concrétisation, » justifiait Thierry Bonnet, sans avancer ni date ni structure pour un prochain dispositif.

« Le débrayage du 115 a été demandé. Cela prend un certain temps »

Hormis OSER, combien de candidats se sont-ils proposés pour reprendre le 115 après l'appel à projets ?

Le cabinet du préfet n'a pas donné de réponse. « On va avoir un autre partenaire, ça prend du temps » assure

Thierry Bonnet. Sur les motifs de rejet du projet d'OSER, il réitère l'argument invariablement formulé depuis des mois : « OSER fonctionne en terme de rapports de force.

A partir du moment où l'on subventionne une association, on est en droit d'attendre des rapports loyaux ». « Nous subissons une punition, en lien notamment avec nos positions à l'égard des demandeurs d'asile, » disent les responsables de l'association.

« Le 115 doit être intégré dans le prochain schéma d'accueil, d'hébergement et d'insertion, qui prévoit des crédits pérennes pour le dispositif. On

pense donc que le préfet ne veut plus nous confier la gestion du 115 aujourd'hui, sinon, il nous le confie pour longtemps ».

La préfecture préfère suspendre le 115 plutôt que de renouveler une convention avec OSER, quitte à être l'un des rares départements sans 115.

Il faudra, selon la préfecture, « appeler les services d'urgence, pompiers, police, gendarmerie, qui ont reçu des instructions... »

Visiblement, même l'interruption du 115 n'était pas certaine!

Fabienne Python